

LETTRE FLASH N° 134

PESER POUR L'ESR PUBLIC, C'EST MAINTENANT !

Dixième et dernière rentrée universitaire sous Emmanuel Macron !

Malgré cet été caniculaire, prévu de longue date par les scientifiques, nous espérons que vous avez trouvé matière à vous ressourcer. C'est maintenant le moment de retrouver les collègues et les étudiant·es et de préparer ensemble l'année universitaire et les mobilisations nécessaires pour défendre et développer l'ESR public.

Reprenons l'initiative par la mobilisation et l'engagement collectif !

En cette rentrée, nombre de questions se posent dans les établissements :

- Les étudiant·es extra-communautaires s'inscriront-ils/elles et elles dans nos formations ?
- Combien d'entre elles et eux pourront être exonéré·es des frais d'inscription différenciés ?
- Où iront les néo-bachelier·es et les étudiant·es qui n'ont pas été accepté·es dans une formation ?
- Quels projets de recherche pourront être financés ? Les financements par appel à projets continueront-ils à se substituer aux financements pérennes des laboratoires ?
- Les agences de programme continueront-elles à être pilotées par les organismes de recherche et à répartir des financements de manière discrétionnaire ?
- La campagne d'emploi sera-t-elle à la hauteur des énormes besoins ?
- Toutes les formations pourront-elles ouvrir ou l'offre de formation sera-t-elle inévitablement réduite ?
- Serons-nous augmenté·es pour rattraper les pertes de revenus dues à l'inflation ?
- Les taux de promotion retrouveront-ils un niveau permettant à toutes et tous de parcourir une carrière sur au moins deux grades ?
- Les départs en retraite seront-ils remplacés par des agents titulaires ?

Le SNESUP-FSU défend huit mesures pour peser dans les débats à venir et construire le rapport de force pour les faire advenir :

1. Des formations publiques, émancipatrices, gratuites et accessibles à toutes et à tous ;
2. Une organisation, une gestion démocratiques des universités ;
3. La prise en compte de l'urgence écologique ;
4. Le développement de la recherche publique ;
5. Le renforcement de la lutte contre les VSS ;
6. Un budget à la hauteur des besoins ;
7. Une formation des enseignant·es qui redonne du pouvoir d'agir aux acteurs et actrices ;
8. La résorption de la précarité et l'augmentation des salaires.

« C'est le moment de partager notre projet et de nous mettre en ordre de marche ».

Obtenons des revalorisations salariales

Pour redonner sens et reconnaissance aux carrières, la FSU revendique, à terme, une revalorisation de 20 % du point d'indice et une attribution de 80 points d'indices pour toutes et tous à tous les échelons.

Gagnons un autre budget

Alors que les inégalités explosent en France, le gouvernement Lecornu construit un budget 2027 qui s'attaque aux étudiant·es, aux malades, aux retraité·es et aux fonctionnaires en refusant d'augmenter le point d'indice, gelé depuis 2000. Un autre budget est possible !

Toutes et tous en grève et dans les manifestations les mardi 15 septembre et 29 septembre 2026

Le SNESUP rappelle les éléments d'urgence qu'il porte pour le service public de l'ESR

- Dès janvier 2027, une première revalorisation salariale de 10 % du point d'indice et une augmentation de 15 points d'indice pour toutes et tous à tous les échelons ;
- Ouverture de véritables discussions sur la formation des enseignant·es et CPE associant toutes et tous les acteurs/trices concerné·es pour obtenir une formation universitaire à la hauteur des besoins de la société ;
- Abandon des expérimentations et production de leur évaluation scientifique (Établissements publics expérimentaux, COMP 100 %)
- Abrogation de la loi "liberté et responsabilité des universités" et des responsabilités et compétences élargies (RCE) ;
- Plan de recrutement massif de 12 000 titulaires (pour moitié enseignant·es et non-enseignant·es) pour résorber la précarité et améliorer l'encadrement des étudiant·es ;
- Abondement de 8 Md€ du budget du programme "enseignement supérieur et recherche universitaire" (P150) soit une augmentation de 26 % dès 2026 ; puis de 6,7 Md€ d'ici 2036 et de 10 Md€ supplémentaires dans l'immobilier d'ici 2050 ;
- Création de 100 000 places en licence pour permettre l'accès de toutes et tous les bachelier·es à la formation de leurs choix ;
- Création de 50 000 places en master afin de rendre effectif le droit à la poursuite d'études pour toutes et tous les diplômé·es de licence dans un master en cohérence avec leur parcours de licence ;
- 2 Md€ supplémentaires pour la recherche universitaire avec des budgets pérennes et récurrents sans pilotage des sujets de recherche dans le respect de la liberté académique.

Proposition de déclaration liminaire dans les instances

Depuis presque dix ans, les réformes s'enchaînent avec pour fil conducteur la restructuration du service public de l'ESR selon des visées utilitaristes et à très courte vue : attaques sur le doctorat et les libertés académiques, réforme de la formation des enseignant·es et des CPE, attribution discrétionnaire de financements de recherche (agences de programmes) et de la subvention de l'État aux établissements (COMP 100 %), coupes budgétaires à n'en plus finir, non-compensation des dépenses contraintes, chute des salaires réels, explosion de la précarité, détérioration des conditions de travail et d'études, pilotage de la recherche et financement public de l'enseignement supérieur privé, au détriment du service public, gel des postes, "fermeture des portes" de l'Université... La liste n'est pas exhaustive. La destruction de l'ESR public, ça suffit ! Nous serons mobilisé·es le 15 septembre pour l'ESR public et le 29 septembre pour les salaires avec l'ensemble de la Fonction publique.